

**ARRÊTÉ**  
TEMPORAIRE PORTANT  
INTERDICTION DE STATIONNEMENT,  
RESTRICTION DE CIRCULATION ET  
AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE  
PUBLIC  
RUE SAINT-JUST  
(Déménagement)

**ART2025\_384**

Le Maire de la commune de Nogent-sur-Oise,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code Pénal ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU la délibération DEL2018\_002 en date du 25 juin 2018 portant approbation du règlement de voirie fixant les modalités administratives et techniques applicables aux travaux exécutés sur la voirie publique communale ;

**CONSIDÉRANT** la demande du 25 septembre 2025 présentée par Madame [REDACTED] 22 rue Saint-Just à Nogent-sur-Oise (60000), sollicitant l'autorisation de stationner un camion dans le cadre de son déménagement situé **rue Saint-Just à Nogent-sur-Oise** ;

**CONSIDÉRANT** l'état des lieux réalisé.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Madame [REDACTED] est autorisée à stationner un camion **au droit du N ° 22 rue Saint-Just** et à occuper le domaine public dans le cadre de son déménagement :

**- Le samedi 11 octobre 2025 de 8h à 14h**

La pose du balisage et la signalisation d'avertissement réglementaire seront mises en place par Madame Nguyen.

**ARTICLE 2 :** Les prescriptions suivantes seront applicables sur l'emprise du chantier situé **au droit des N ° 22 et 41 rue Saint-Just du vendredi 10 octobre 2025 18h jusqu'au samedi 11 octobre 2025 14h** :

- Vitesse limitée à 30 km/h

- Circulation restreinte

- Madame [REDACTED] sera autorisée à stationner son camion au droit de son domicile sans obstruer la sortie de garage **situé au N °39 rue Saint-Just**

- Le stationnement sera interdit **au droit du N °22 rue Saint-Just**, à l'exception du camion de la société réalisant le déménagement

L'arrêt ou le stationnement d'un véhicule en infraction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route. Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur. Si nécessaire le véhicule sera immobilisé et mis en fourrière.

ARTICLE 3 : Madame [REDACTED] veillera à la sécurité des piétons et assurera leur circulation en installant un cheminement sécurisé pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 4 : Madame [REDACTED] sera chargée de mettre en place et d'entretenir la signalisation et la présignalisation conforme aux prescriptions réglementaires en vigueur. Le présent arrêté devra être affiché au moins deux jours avant le début des travaux.

ARTICLE 5 : Madame [REDACTED] sera tenue de maintenir en état de propreté les lieux occupés et notamment de rendre ceux-ci à la Commune dans le même état que celui dans lequel ils se trouvaient à l'origine. La Commune pourra éventuellement faire réaliser des travaux aux frais du bénéficiaire dans le cas où des dégradations seraient constatées.

ARTICLE 6 : Cette autorisation est personnelle et incessible. En cas de changement, le bénéficiaire devra en informer la Commune. Pendant toute la durée de cette autorisation, le bénéficiaire demeure responsable vis-à-vis de la Commune et des tiers.

ARTICLE 7 : L'autorisation qui est de par nature précaire et révocable pourra, en tout état de cause, être retirée en cas de non respect des prescriptions relatives à l'occupation du domaine public ou pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 8 : Le bénéficiaire de cette autorisation devra se conformer aux dispositions du règlement de voirie communal. Tout manquement à l'une de ces dispositions pourra être constaté et réprimé. Plus globalement, toute infraction aux présentes dispositions sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : La Ville pourra, à tout moment, procéder au retrait de l'autorisation ou à une modification des conditions de cette autorisation pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 10 : Le pétitionnaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de se conformer aux règles sanitaires prescrites par décisions relatives aux mesures de prévention.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général Adjoint aux Services Techniques, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la circonscription de Creil, Montataire et Nogent-sur-Oise ainsi que Monsieur le Responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nogent-sur-Oise,

Signé électroniquement par : Christophe DECOURTRAY  
Date de signature : 09/10/2025  
Qualité : Par délégation du Maire, le Directeur Général Adjoint aux Projets urbains et techniques



*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Amiens – 14 rue Lemerchier – 80000 AMIENS dans un délai de deux mois à compter de sa notification, publication ou affichage, par courrier ou de façon dématérialisée par le biais de la plateforme Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).*